

CÉRÉALIERS : UNE AIDE RÉGIONALE EXCEPTIONNELLE DE 6,5 MILLIONS D'EUROS

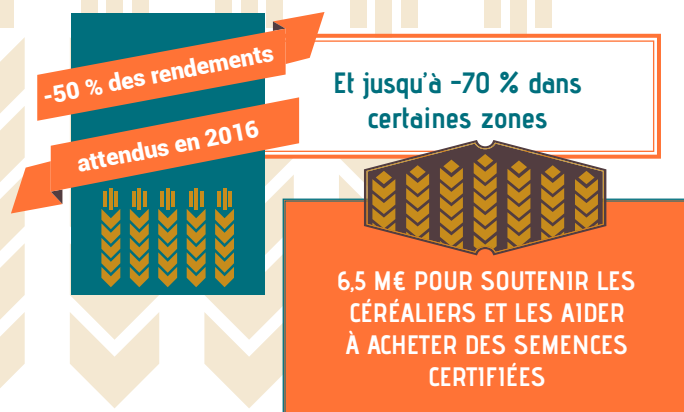
La Région Île-de-France a décidé d'apporter son soutien à la filière agricole francilienne qui a connu une année 2016 catastrophique avec des rendements inférieurs de 50% à 70% par rapport à l'année précédente afin de préserver la compétitivité des exploitations de grandes cultures. Cette aide exceptionnelle aidera les agriculteurs franciliens à acheter des semences certifiées pour la récolte 2017.

Cette récolte intervient par ailleurs dans un contexte économique international défavorable, les récoltes exceptionnelles des principaux pays producteurs mondiaux (États-Unis, Russie, Ukraine) orientant les cours à la baisse.

Les 13 & 14 Octobre, j'ai présenté en séance plénière du Conseil régionale la délibération modificative traduisant budgétairement cette aide afin de débloquer les moyens financiers le plus rapidement possible.

J'ai donc proposé aux conseillers régionaux de provisionner un montant d'autorisation d'engagement de 6,5 M€ pour couvrir l'aide

exceptionnelle à l'achat pour la récolte 2017 suite aux intempéries du printemps dernier. Pour cela, nous pratiquerons par redéploiement des crédits existants pour ne pas augmenter notre endettement et ainsi maîtriser nos dépenses publiques.



LA RÉGION S'ENGAGE EN FAVEUR DU «ZÉRO DÉCHET» : RÉDUIRE LES DÉCHETS, C'EST LE DÉFI QUE S'EST LANCÉ L'EXÉCUTIF RÉGIONAL !



Des engagements vers un objectif « zero déchet » en Île-de-France, le tout par le biais d'une nouvelle planification, d'un plan d'actions en faveur de l'économie circulaire, d'une exemplarité de notre institution et des grands projets soutenus par la Région.

La Vice-présidente en charge du développement durable, Chantal Jouanno, a présenté un nouveau Plan de prévention et de gestion qui doit être élaboré d'ici à 2018 afin de parvenir à l'objectif « zéro déchet », alors qu'il s'en produit chaque année **plus de 40 millions de tonnes en Île-de-France dont 5 M de tonnes par an de déchets ménagers.**

La phase de concertation prévue d'ici là doit **permettre la participation aussi bien des entreprises du BTP que des collectivités et des Franciliens.**

L'enjeu est de taille, que ce soit **sur le plan environnemental** ➔ faire en sorte de tendre vers une consommation sobre et responsable des ressources naturelles.

Ou **sur le plan économique** ➔ la gestion des déchets emploie près de 24.000 personnes à ce jour en Île-de-France.



+ de 40 millions de tonnes de déchets en Île-de-France dont 5M/an de déchets ménagers



Consommation sobre et responsable
24 000 personnes employées



En 2009, Il fallait créer 300 déchetteries en Île-de-France.
Combien en a-t-on aujourd'hui ?



Recyclage : Objectif de tri des papiers, cartons et emballages en 2014?
46 kg par habitants. Résultat ?



UN PLAN ANTI-BOUCHON : POUR CHANGER LA ROUTE !

Notre politique s'inscrit dans une démarche qui cherche à concilier route et environnement. Notre volonté est de traiter les principaux points de dysfonctionnement : Six projets prioritaires ont été identifiés et nous sommes prêts à les financer. D'autres projets suivront après concertation avec les départements.

Stéphane Beudet, vice-Président en charge des Transports lance un grand plan anti-bouchon impliquant non seulement des aménagements routiers (comme la construction de nouvelles infrastructures ou l'utilisation partielle des bandes d'arrêts d'urgence), mais aussi un soutien aux nouveaux usages comme

le covoiturage et un recours aux nouvelles technologies à travers, par exemple, le guidage intelligent en temps réel des véhicules.



200 millions d'euros pour lutter contre les embouteillages
Expérimentation de files dédiées au co-voiturage

Nous voulons innover pour faire du réseau routier d'Île-de-France une route plus moderne, plus propre, plus sûre

VOIES SUR BERGE : PLUS D'IDÉOLOGIE QUE D'ÉCOLOGIE !

M^{me} Hidalgo qui se fait le chantre de la concertation à tout bonnement imposer de manière très unilatérale, la fermeture des voies sur berges à Paris au mépris de la qualité de vie des parisiens et surtout des franciliens, elle n'a d'ailleurs prévu aucun plan de développement d'autres moyens alternatifs de transport.

Nous avons alerté sur le fait que cette voie était une infrastructure d'intérêt régional, avec une circulation comparable à celle d'une route nationale et que les effets du report de circulation risquaient d'être très pénalisants en matière de pollution et d'embouteillage, particulièrement sur le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, dont les axes routiers sont déjà saturés.

Nous nous réjouissons cependant de voir que le commissaire

enquêteur partage notre point de vue. Un tel projet ne peut se traiter sans une étroite concertation entre Paris et sa banlieue, au risque d'accroître les fractures territoriales et sociales de l'Île-de-France. Le temps de la concertation doit être pris pour répondre aux inquiétudes des parisiens et des habitants de la petite et grande couronne.

Aussi, la Maire de Paris a dû accepter une expérimentation de 6 mois. Après 2 mois de pratique, les parisiens et les Franciliens sont déjà excédés par l'augmentation de leur temps de parcours, par les nombreux embouteillages et par la pollution.

La décision définitive de fermer les voies sur berges doit être concertée !

1^{er} rapport du comité d'évaluation régional → CONSTAT :



Un manque d'étude préalable à la fermeture



Hausse significative des temps de parcours aux heures de pointe : +60% pour le matin et de +135% le soir



En moyenne, en septembre 2016 il faut près de 16 minutes pour parcourir ces 2,6 km le soir, il en fallait moins de 7 en 2015 et 8 1/2 en 2014



+35% des temps de parcours sur le périphérique

LE CHÔMAGE REPART À LA HAUSSE !

À la fin avril 2016, le nombre de Franciliens inscrits à Pôle Emploi s'établissait à près de 670.000 personnes. Un chiffre en progression de +0,1% sur un an. Aussi, comment encourager l'insertion et l'emploi des personnes peu qualifiées en Île-de-France ?

Etablis en concertation avec l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires sociaux et les collectivités territoriales, nous avons définis 25 bassins d'emplois que nous a récemment présentés Jérôme Chartier, Vice-président en charge de l'économie et l'emploi.

L'Île-de-France, c'était 1 seul bassin d'emploi, aujourd'hui c'est 25 : plus précis, plus adaptés aux réalités territoriales, ils offriront une meilleure réponse de proximité

+ 50 200 demandeurs d'emplois en Aout = +1,4% soit 5 518 200 personnes ont cherché un emploi



Augmentation toutes catégories sur un an : + 2,7%

Ces bassins d'emploi seront le nouveau périmètre pour identifier les besoins et les compétences en particulier sur les métiers en tensions afin de définir une offre de formation professionnelle en adéquation avec l'offre d'emploi. Ils permettront une harmonisation des actions menées en matière d'emploi, de formation et de développement économique.

OBJECTIF EMPLOI : C'EST LE MOMENT POUR SE FORMER !

Défis métiers.fr référence toute l'offre de formation et d'orientation en Île-de-France

264 Organismes de formation

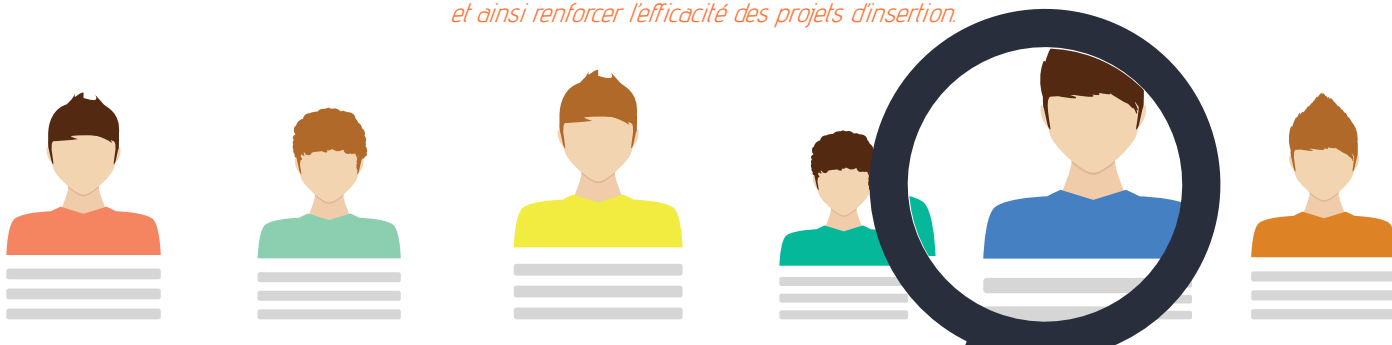
2433 Actions de formation

873 Structures d'orientations

Un nouvel engagement pour l'emploi : l'Économie sociale et solidaire.

Secteur de l'IAE en IDF : 407 SIAE / 28 000 salariés

La Région a mis en place lors du Conseil régional du 23 septembre 2016, une nouvelle politique en faveur des SIAE (structures d'insertion par l'activité économique), avec la création du Fonds de transition ESS en lieu et place du dispositif Emploi-Tremplin IAE qui, n'ayant pas fait ses preuves, n'est pas reconduit. Nous voulons à la fois favoriser le rapprochement des structures, consolider leur viabilité économique et ainsi renforcer l'efficacité des projets d'insertion.



En commission permanente depuis septembre : 610 M€ de crédits votés dont notamment

984 000 € pour aider les communes franciliennes sinistrées suite aux inondations du printemps dernier

75 M€ pour le Grand centre de documentation du campus Condorcet à Aubervilliers

206 M€ pour moderniser les Transports

283 000 € pour la réhabilitation du Bataclan

27 M€ pour les primes régionales aux employeurs d'apprentis

141 M€ pour la rénovation et l'équipement des Lycées dont 322000 € pour lutter contre le décrochage scolaire

✓ Objectif JO 2024 !

Nous voulons soutenir la candidature de Paris 2024 au bénéfice des Franciliens. La Région Île-de-France vient de s'engager à investir 209 millions d'euros en équipements publics pour combler son déficit en infrastructures sportives.

Parmi les aménagements prévus dans le dossier de candidature Paris 2024, figurent le centre aquatique de Saint-Denis/ Aubervilliers, la rénovation du Stade olympique (stade de France) et le village olympique pour 10M€ chacun...

LES ELUS UDI DE LA RÉGION

Véronique Coté-Millard, Maire des Clayes-sous-Bois

« La Région a fait le choix d'un dispositif ciblé à même d'enrayer dans la durée la spirale des récoltes de qualités médiocre en aidant les exploitations à acheter des semences des meilleures qualité »

Jean-François VIGIER, Maire de Bures-sur-Yvette

« Je me réjouis de voir que la région soutient des missions de diagnostic pour assurer une meilleure connaissance du risque inondation »

Jean-Philippe Duqoin-Clément, Président de l'ORDIF (l'Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France) et Maire de Mennecey

« L'objectif Zéro Déchet implique d'agir en amont pour produire de manière plus sobre des biens dont la durée de vie sera plus longue. Sur ce point je veux croire au rôle moteur que jouera l'engagement d'exemplarité que prend notre région. Enfin, il faudra permettre aux Franciliens de relever le défi que représente le passage à l'économie circulaire (...). C'est un enjeu environnemental autant qu'économique puisqu'à terme ce sont des filières entières d'emploi peu susceptibles de délocalisation qui pourraient voir le jour sur notre territoire »

Événements



Réunion de travail à la Région avec M. Eric Berger Président du Medef Île de France à l'ordre du jour notamment la fermeture des voies sur berges.



En commission des Finances où je présente la stratégie de financement 2016 de la Région



Inauguration du Lycée de l'Est Parisien avec la Présidente V. Péresse et Agnès Evren, Vice-présidente en charge des Lycées, le 1^{er} Septembre 2016



Signature du protocole d'accord sur le financement du siège et du centre technique du District de Seine-Saint-Denis de Football, le 14 Octobre 2016 avec Ludovic Toro Conseiller Régional et le vice président Patrick Karam.



À Bobigny pour l'inauguration de la plaque en l'honneur des Résistants Balbyniens



Rencontre de la communauté asiatique sur le thème de la sécurité, le 1^{er} Septembre 2016